

ALGER

Extract of Alger républicain



<http://www.alger-republicain.com/Les-gardes-communaux-ont-organise.html>

Les gardes communaux ont organisé une marche et un meeting à Kherrata

- Lutttes sociales en Algérie -

Publication date: vendredi 10 mai 2013

Description:

Venus des quatre coins du pays, ils ont tenu à se réapproprier la symbolique de cette date historique où pas moins de 45 000 Algériens furent massacrés par l'armée coloniale française.

in Liberté du 9 mai 2013

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Démonstration de force des gardes communaux, hier à Kherrata. Ils étaient, en effet, des centaines à battre le pavé dans les rues étroites de la ville historique du 8 Mai 1945.

Venus des quatre coins du pays, ils ont tenu à se réapproprier la symbolique de cette date historique où pas moins de 45 000 Algériens furent massacrés par l'armée coloniale française.

C'est à la faveur de ce 68e anniversaire du massacre du 8 Mai 1945 que les membres de la coordination des gardes communaux ont décidé de réinvestir la rue afin de remettre sur le tapis leurs revendications socioprofessionnelles, d'où ce regroupement national, élargi aux Patriotes, aux GLD (Groupes de légitime défense) et acteurs de la société civile. Après une marche silencieuse le long de l'artère principale de la ville, les manifestants se sont recueillis sur les lieux du carnage du 8 Mai 1945, où une gerbe de fleurs a été déposée à la mémoire des victimes.

Animant un meeting au stade communal de Kherrata, les représentants des gardes communaux ont lancé un appel aux Patriotes, GLD, ainsi qu'aux acteurs de la société civile afin de se joindre à leur initiative tendant à créer un **"front national de la décennie noire pour la dignité et contre l'oubli"**. Ainsi, le corps de la garde communale, créé dans le sillage de la violence islamiste née au début des années 1990, entend élargir la protestation en invitant l'ensemble des Patriotes ayant combattu le terrorisme islamiste à s'unir et faire cause commune, en vue d'arracher plus de droits, mais surtout pour lutter contre l'amnésie.

"Nous devons combattre ensemble l'oubli qui guette aussi bien les familles patriotiques ayant résisté à l'hydre islamiste que les victimes des douloureux événements du 8 Mai 1945"

, nous a déclaré le coordinateur national de la garde communale, Aliouet Lahlou. Exaspéré par le sort réservé à ces corps paramilitaires (garde communale, Patriotes et GLD), il a dénoncé "l'absence d'une volonté politique visant à reconnaître officiellement le combat mené durant la décennie noire contre le terrorisme islamiste".

Un hommage a été rendu, lors de cette rencontre, au défunt garde communal Mohand Saïd Banoune, froidement assassiné par des terroristes, le 26 septembre 2012, près de chez lui, à Béni Ksila, dans la daïra d'Adekar.

Pour sa part, le coordinateur de la wilaya de Béjaïa, Rachid Boumeraou, considère que **"les pouvoirs publics sous-estiment, voire méprisent les agents de la garde communale"**, lesquels ont décidé de s'approprier la symbolique du 8 Mai 1945. En effet, deux gerbes de fleurs devaient être déposées au Carré des martyrs de la Révolution 1954-1962 et du Printemps noir 2001.

Le représentant de la coordination de la garde communale de Béjaïa a tenu également à réitérer la décision de rejet de tout redéploiement des gardes communaux à travers les institutions publiques, réclamant des postes permanents avec un statut bien défini.

La coordination de la garde communale de Béjaïa avait rendu publique, le 14 avril dernier, une déclaration dans laquelle elle rejette la proposition du délégué de la garde communale de la wilaya de Béjaïa, le colonel Aïssat Mohand Saïd, portant ce plan de redéploiement.

Les gardes communaux ont organisé une marche et un meeting à Kherrata

Les gardes communaux de la wilaya de Béjaïa demandent aux autorités concernées de diligenter une commission d'enquête en vue de faire la lumière sur la gestion du dossier des oeuvres sociales des gardes communaux de la wilaya de Béjaïa. Mieux, la coordination nationale des gardes communaux a décidé, hier, de déposer une plainte contre le colonel Aïssat, accusé d'avoir fait preuve d'une gestion opaque concernant ce dossier des oeuvres sociales.